

Nous pourrions le faire...

La Crise. Paradoxalement, le mot est rassurant. Telle est sans doute la raison pour laquelle les responsables politiques, les experts et les journalistes le répètent à l'envi depuis septembre 2008, depuis que sont apparues au grand jour les premières conséquences des exactions des actionnaires et des actionneurs de l'industrie et de la finance qui, non contents d'avoir essoré la planète, ont mis l'économie mondiale cul par-dessus tête.

Une crise en effet, ça comporte par définition un début et une fin. C'est un avatar, souvent désagréable, comme une crise de nerfs ou une crise d'urticaire. Mais, bon, ça passe. Et, après une crise, tout redevient comme avant. Parler de « la Crise » permet d'orienter le débat sur son ampleur et sur sa durée, et de se complaire dans des comparaisons avec les

précédentes crises du capitalisme, de la bulle des bulbes de tulipe au milieu du XVII^e siècle à l'implosion des start-up internet au début du XXI^e siècle, toujours avec le présupposé que Schumpeter aura encore une fois raison contre Marx et que, s'agissant du système capitaliste, la dynamique de la destruction créatrice l'emportera à jamais sur les forces d'autodestruction qu'il est censé générer.

Désolé, mais cette fois-ci le mot « Crise » est inapproprié. Et, de toute façon, il ne me semble aucunement souhaitable que tout redevienne comme précédemment : dès avant l'apparition, en septembre 2008, des premières très grosses lézardes dans le système financier mondial, notre incapacité collective à nous organiser avec un minimum d'efficacité et d'équité donnait un spectacle triste à pleurer.

Et sans doute le temps est-il enfin venu de réfléchir avant de reprendre la course effrénée à l'accumulation de richesses, réelles ou virtuelles, avant de relancer la

compétition imbécile dans laquelle la meilleure voie pour s'enrichir consiste à transférer un maximum de coûts sociaux, environnementaux et financiers sur la collectivité et sur les générations futures. D'autant que cette course a d'ores et déjà abouti à la destruction irréversible d'une part importante des ressources de notre unique et précieuse planète, ainsi qu'à de très préoccupantes modifications de son climat.

Incidemment, cette course est à ce point débridée qu'elle a failli nous conduire tous ensemble dans le mur durant cet automne 2008 : à force de construire des pyramides de Ponzi¹ qui s'appuient et s'arc-boutent les unes sur les autres, les gestionnaires de fonds d'investissement, de salles de marché et de caisses de retraite ont durablement *madoffisé* une grande partie des actifs financiers mondiaux. N'oublions

¹ Montages financiers promettant d'importants profits financés par l'afflux de capitaux investis progressivement, jusqu'à l'explosion de la bulle spéculative ainsi créée, au détriment inévitable et douloureux des derniers investisseurs.

pas qu'il a fallu que les dirigeants des grands pays développés renient, certes provisoirement mais néanmoins violemment, leurs professions de foi libérales, pour que soit évitée d'extrême justesse l'implosion du système bancaire sous l'effet d'une crise de confiance collective et d'un vent de panique généralisé.

Malheureusement, le plus probable est que tout cet argent public dépensé ou promis n'aura servi qu'à obtenir un sursis : les fondamentaux du fonctionnement économique n'ayant pas été modifiés et les faillis mis sous perfusion d'argent public cherchant désespérément à se refaire, notamment en titrisant des bouquets de titrisation dans l'espoir de faire croire, tant à leurs actionnaires qu'aux autorités de régulation, qu'ils respectent les règles prudentielles, l'ardeur spéculative a repris de plus belle et le prochain clash ou plutôt crash est inéluctable, même si personne n'en connaît ni le jour ni l'heure. Chacun pressent simplement qu'il sera cataclysmique et mondial : nous en sommes arrivés au stade

où les Salieri de la finance, qui continuent malgré tout à se prendre pour des Mozart de leur discipline, préparent et dopent leurs bonus de 2009 en recyclant, à chers deniers pour les contribuables des années 2020, la dette des États auxquels ils doivent leur survie, mais dont ils sont bien obligés de constater que la solvabilité s'est considérablement dégradée. Un peu comme si les habitants d'un immeuble sauvé des flammes par les pompiers se liguèrent pour racketter leurs bienfaiteurs au lieu de les remercier.

Il est donc plus stupide encore de prédire ou d'appeler de ses vœux la fin de la crise que d'employer ce mot pour décrire la situation à laquelle nous sommes confrontés. Quel mot employer alors ? Tout compte fait, je propose « chambardement ». Ça commence comme changement et ça barde. Et, après un chambardement, rien n'est plus comme avant.

Est-il possible d'imaginer ce que pourra être la suite de ce chambardement, dans quel état sera et selon quelles règles

fonctionnera la société qui en sortira ? Ce qui est sûr c'est que si nous restons dans l'illusion d'une crise limitée dans le temps, la sortie se fera par le bas et prendra la forme soit d'une insurrection populaire, soit d'une dérive mafieuse de ce qui restera de l'économie. On peut aussi évoquer l'hypothèse d'une synthèse des deux, mais la perspective n'est guère plus réjouissante...

Comment le Système capitaliste, qui fonctionnait tant bien que mal depuis des siècles, et qui avait résisté jusqu'ici à toutes les critiques et à tous les contre-projets qu'il s'était vu opposer, a-t-il pu s'effondrer aussi brusquement ? Nous savons aujourd'hui que ce drame s'explique essentiellement par la démission des responsables politiques qui ont peu à peu abandonné les rênes de la gouvernance économique et sociale aux financiers.